

Des dizaines de villes espagnoles se proclament « libres d'apartheid israélien »

Cadix, capitale provinciale de la communauté autonome d'Andalousie, en Espagne, est la dernière municipalité en date à avoir fait passer une motion de soutien au mouvement BDS sous direction palestinienne et en faveur des droits palestiniens ; par la même occasion, la municipalité s'est proclamée « *zone libre d'apartheid* » israélien.

Avec une population de 120 000 habitants, **Cadix** rejoint les 50 et quelques communes et villes d'Espagne qui ont voté pour se proclamer « *zones libres d'apartheid israélien* ». Parmi d'autres municipalités notoires libres d'apartheid, citons **Grande-Canarie, Saint-Jacques-de-Compostelle, Xixón-Gijón, Séville, Cordoue** et **Santa Eulària à Ibiza**.



Traduction texte photo :
Saint-Jacques-de-
Compostelle sans apartheid
/ L'une des 50
destinations inoubliables
de l'État espagnol où vous
pourrez profiter de
vacances libres
d'apartheid israélien ! /
Saint-Jacques-de-
Compostelle, Ibiza,
Grande-Canarie, Cordoue,

Séville, Gijón/Xixón et
d'autres encore... Préparez
dès maintenant vos
vacances sans apartheid :
boicotisrael.net/elai/mapa
/

Inspirée en partie par une campagne similaire durant la lutte contre l'apartheid en **Afrique du Sud** dans les années 1980, la campagne « *Zones libres d'apartheid israélien* », dirigée par le *Réseau de solidarité contre l'occupation de la Palestine (RESCOP)*, cherche à créer des « îles de conscience politique » et à rompre les liens locaux avec le régime israélien d'occupation, de colonialisme d'implantation et d'apartheid ainsi qu'avec les sociétés et institutions internationales complices des incessantes violations des lois internationales par **Israël**.

La campagne, qui est soutenue par des mouvements sociaux, des entreprises, des écoles, des médias et des institutions publiques de partout en **Espagne**, a élaboré une carte reprenant les zones libres d'apartheid israélien.

En se déclarant elles-mêmes zones libres d'apartheid israélien, les autorités locales sont d'accord de boycotter les sociétés complices des violations des lois internationales et des droits des **Palestiniens**, de même que de rompre les liens avec le régime israélien et ses institutions complices. Elles soutiendront également les efforts en vue d'accroître la conscientisation locale et elles s'engageront à suivre une politique d'achat consciente s'appuyant sur les droits humanitaires du peuple palestinien.

Riya Hassan, coordinatrice européenne pour le **Comité BDS national palestinien (BNC)** a déclaré :

« *La campagne Zones libres de l'apartheid israélien en Espagne inspire des efforts similaires dans d'autres pays. Le fait que*

ces déclarations ont été votées par des municipalités démocratiquement élues reflète le soutien croissant au mouvement BDS en faveur des droits palestiniens, pas seulement au niveau de la base, mais également au sein des gouvernements. Ceci finira par rendre l'opinion publique favorable à des sanctions à tous niveaux contre Israël tant que ce dernier n'aura pas mis un terme à son oppression systématique des Palestiniens. »

« Les conseils locaux en Espagne montrent la voie via un modèle puissant de solidarité avec le peuple palestinien et notre lutte pour l'autodétermination. Nous saluons tous les conseillers et activistes impliqués dans la proposition et la défense des motions ainsi que ceux impliqués dans la mise en place de zones libres d'apartheid israélien. »

« À une époque de déficit démocratique croissant dans tout le continent européen, il est encourageant de voir comment des citoyens intègrent la solidarité avec les Palestiniens à leurs agendas domestiques prônant une justice sociale, économique et environnementale. »

Des attaques contre un mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité

Le soutien public croissant au mouvement **BDS** en faveur des droits humanitaires des **Palestiniens** a incité **Israël** et ses alliés à lancer une attaque antidémocratique sans précédent et solidement financée contre toute personne cherchant – particulièrement par le biais de **BDS** – à tenir **Israël** pour responsable envers les lois internationales et les résolutions de l'**ONU**.

Les attaques contre le mouvement **BDS** sponsorisées par **Israël** visent à mettre la pression sur les gouvernements,

législateurs et hauts responsables politiques afin qu'ils freinent les actions civiques en faveur de **BDS** et qu'ils adoptent des mesures répressives qui ne manqueront pas d'empiéter sur les libertés civiles et politiques en général de leurs citoyens respectifs.

En **Espagne**, des tentatives de réduire le mouvement **BDS**, et particulièrement au niveau institutionnel, ont été dirigées par **ACOM**, un groupe de lobbying pro-israélien établi à **Madrid**.

ACOM a lancé nombre d'appels juridiques contre des conseils locaux qui s'étaient proclamés zones libres d'apartheid israélien.

Toutefois, la stratégie de l'intimidation développée par **ACOM** n'a pas porté ses fruits. Les villes ciblées ont défendu le résultat démocratique des votes et les tribunaux mis au courant ont refusé d'accepter les plaintes d'**ACOM**.

Des accusations juridiques similaires ont été introduites contre trois conseils locaux au **Royaume-Uni** par une organisation appelée **Jewish Human Rights Watch**, un groupe de pression en faveur d'Israël et qui a ses quartiers à **Londres**. Là aussi, la **Haute Cour britannique** a rejeté les plaintes et a statué en faveur des trois conseils locaux qui avaient adopté des résolutions visant à soutenir des boycotts ciblés contre l'occupation israélienne.

Dans une déclaration, **RESCOP** y est allé du commentaire suivant :

« Il est intolérable qu'une entité étrangère défendant un système d'apartheid, telle ACOM, s'ingère dans la souveraineté démocratique de nos municipalités, en dictant ce que nous pouvons voter ou pas et en empêchant nos institutions de se préoccuper des droits de l'homme. »

Cette dernière décision de la Ville de **Cadix** de se joindre à la vague inspiratrice des autres villes et communes espagnoles

en se proclamant zones libres d'apartheid israélien est un signe que les citoyens et les représentants élus ne se laissent pas intimider par les menaces juridiques d'ACOM.

« *En soutenant le mouvement BDS en faveur des droits palestiniens et en choisissant de ne pas s'engager avec des institutions et entreprises directement impliqués dans les crimes notoires d'Israël à l'égard du peuple palestinien, des gens de conscience et des municipalités d'un peu partout en Espagne entreprennent une démarche concrète en vue de tenir Israël responsable de ses crimes contre le peuple palestinien* », a conclu **Riya Hassan**.

LISTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DÉCLARÉES ELAI (espaces libres d'apartheid israélien) ET / OU QUI ONT ADHÉRÉ À BDS DANS L'ÉTAT ESPAGNOL (JUSQU'AU 11 AOÛT 2016)

Andalousie

Députation de Séville

Conseil municipal de La Roda

Conseil municipal de Castro del Río

Conseil municipal de Montoro

Conseil municipal de Mairena del Aljarafe

Conseil municipal de Los Corrales

Conseil municipal d'Alhaurín de la Torre

Conseil municipal de Campillos

Conseil municipal de Casares

Députation de Cordoue

Conseil municipal de Velvez-Málaga

Conseil municipal de San Roque

Conseil municipal de San Fernando

Catalogne

Conseil municipal d'Artés

Conseil municipal de Sant Pere de Ruidebitlles

Conseil municipal de Molins de Rei

Conseil municipal de Sant Cebrià de Vallalta

Conseil municipal de Badalona

Conseil municipal de Sant Celoni

Conseil municipal de Ripollet

Conseil municipal de Sant Feliu de Llobregat

Conseil municipal d'Abrera

Conseil municipal de Sant Boi de Llobregat

Conseil municipal de Terrasa

Conseil municipal d'Olesa de Montserrat

Conseil municipal de Sant Adrià de Besòs

Conseil municipal de Sant Quirze del Vallès

Conseil municipal de Barberá del Vallès

Conseil municipal de Viladamat

Madrid

Conseil municipal de Navalafuente

Conseil municipal de Rivas-Vaciamadrid

Asturies

Conseil municipal de Corvera

Conseil municipal de Castrillón

Conseil municipal de Gijón

Conseil municipal de Llangreu

Galice

Conseil de Compostelle

Conseil d'Oleiros

Îles Canaries

Chapitre de Grande-Canarie

Conseil municipal de Telde

Aragón

Conseil municipal de Sabiñánigo

Pays de Valence

Conseil municipal d'Alcoi

Conseil municipal de Muro

Conseil municipal d'Onda

Conseil municipal de Concentaina

Conseil municipal de Catarroja

Conseil municipal de Xeraco

Conseil municipal de Benlloch

Conseil municipal de Petrer

Castille et León

Conseil municipal de Vitoria del Henar

Îles Baléares

Conseil municipal de Santa Euràlia

Source: BDS Movement

Traduction: Plate-forme Charleroi Palestine